

D. 1142-3

Décret n°2019-15 du 8 janvier 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le niveau de résultat obtenu par l'entreprise au regard des indicateurs définis aux articles **D. 1142-2** et **D. 1142-2-1** est déterminé selon les modalités fixées aux annexes I et II figurant à la fin du présent chapitre.

D. 1142-4

Décret n°2022-243 du 25 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le niveau de résultat mentionné à l'article **D. 1142-3** et les résultats obtenus pour chaque indicateur mentionné aux articles **D. 1142-2** et **D. 1142-2-1** sont publiés annuellement, au plus tard le 1er mars de l'année en cours, au titre de l'année précédente, de manière visible et lisible, sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un. Ils sont consultables sur le site internet de l'entreprise au moins jusqu'à la publication, l'année suivante, du niveau de résultat et des résultats obtenus au titre de l'année en cours. A défaut de site internet, ils sont portés à la connaissance des salariés par tout moyen.

La publication des informations mentionnées au premier alinéa est actualisée sur le site internet du ministère chargé du travail, chaque année au plus tard le 31 décembre, par les services du ministre chargé du travail.

service-public.fr

- > Quelles sont les obligations d'affichage dans une entreprise ? : Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : communication de l'index (article D1142-4)
- > Qu'est-ce que l'index de l'égalité professionnelle ? : Code du travail : articles D1142-4 à D1142-14

D. 1142-5

Décret n°2022-243 du 25 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les indicateurs définis aux articles **D. 1142-2** et **D. 1142-2-1**, ainsi que le niveau de résultat mentionné à l'article **D. 1142-3**, sont mis à la disposition du comité social et économique, selon la périodicité fixée au premier alinéa de l'article **D. 1142-4**, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article **L. 2312-18**. Les résultats sont présentés par catégorie socio-professionnelle, niveau ou coefficient hiérarchique ou selon les niveaux de la méthode de cotation des postes de l'entreprise. Ces informations sont accompagnées de toutes les précisions utiles à leur compréhension, notamment relatives à la méthodologie appliquée et à la répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle ou selon les niveaux de la méthode de cotation des postes de l'entreprise. Les dispositions prévues au premier alinéa s'appliquent également dans les cas, prévus aux annexes I et II, où certains indicateurs ne peuvent pas être calculés. Dans ce cas, l'information du comité social et économique est accompagnée de toutes les précisions expliquant les raisons pour lesquelles les indicateurs n'ont pas pu être calculés.

L'ensemble de ces informations est également transmis aux services du ministre chargé du travail selon une procédure de télédéclaration définie par arrêté du ministre chargé du travail.

D. 1142-6

Décret n°2022-243 du 25 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les mesures de correction et, le cas échéant, la programmation de mesures financières de rattrapage salarial, prévues à l'article **L. 1142-9**, doivent être mises en œuvre dès lors que le niveau de résultat mentionné à l'article **D. 1142-3** est inférieur à soixante-quinze points.

Elles sont publiées sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un, sur la même page que le niveau de résultat et les résultats mentionnés à l'article **D. 1142-4**, dès lors que l'accord ou la décision unilatérale est déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-4 du même code. Elles sont consultables sur le site internet de l'entreprise jusqu'à ce que celle-ci obtienne un niveau de résultat au moins égal à soixante-quinze points. En outre, l'employeur les porte à la connaissance des salariés par tout moyen.

D. 1142-6-1

Décret n°2022-243 du 25 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les objectifs de progression prévus à l'article **L. 1142-9-1** sont fixés pour chaque indicateur mentionné aux articles **D. 1142-2** et **D. 1142-2-1** pour lequel la note maximale n'a pas été atteinte, dès lors que le niveau de